



la jeune république

organe du socialisme personnaliste

LA VIE

DOIT

GAGNER

en septembre 1982, ce furent les horribles premiers massacres de Sabra et de Chatila, dont furent victimes sans discrimination, hommes, femmes, enfants. Aujourd'hui, ce sont les milices Chiïtes qui massacrent. Une fillette de 13 ans, incapable de porter son frère blessé, allongé sur une civière, ainsi que l'ordre lui en est donné, est froidement tuée avec son frère. Les Chrétiens et les Musulmans ont voulu dominer et les palestiniens s'imposer par la force mais rien ne peut justifier le crime.

"On laisse de côté les principes idéologiques dont on se réclame pour sacrifier au réalisme le plus cynique", remarque André Fontaine, directeur du Journal Le Monde.

Aujourd'hui où la démocratie devrait s'imposer dans des pays où régnait la dictature, de tels génocides sont intolérables à l'esprit et au cœur de l'homme. Intolérables aussi le chiffre énorme des victimes de la guerre en Iran et en Irak, la faim en Éthiopie, la terreur au Chili et au Guatemala, les aborigènes, décimés en Australie, le peuple afghan soumis à une occupation étrangère, les minorités turques et vietnamiennes persécutées et encore dans des régimes autoritaires, à l'est notamment, les droits de l'Homme balayés.

Le 22 mai 1985, Robert Badinter a prononcé à la Sorbonne, en hommage à Victor Hugo, un brillant discours qui rappelle les combats me-

nés par le grand poète contre la peine de mort, le bagne et la misère des prisons.

Avant lui Beccaria s'était, avec éclat, prononcé pour l'abolition de cette peine. Après Victor Hugo, Jaurès, Camus et Philippe Serre, d'autres devaient poursuivre ce bon combat. Le discours du Garde des Sceaux a démontré que la condition "des misérables" s'était améliorée dans les pays civilisés. "Puisse l'Europe, berceau des libertés, tendre une main efficace à ceux qui à travers le monde, ne connaissent ni libertés ni droits de l'homme" écrit Louis Mermaz. Nous pensons à Jean-Marie Tjibaou et aux indépendantistes de la Nouvelle-Calédonie.

par Roger VINEL

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2284

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
salaires de 3 000 F	300 F
4 000 F	400 F
5 000 F	500 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 40 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

SURVIVRE



La dernière édition de notre revue était préfacée par Claude Roland Souchet sous le titre : "Survivre".

C'est tout-à-fait le terme qui convient à l'ensemble de la presse en France, et plus particulièrement à une modeste publication comme la nôtre.

Survivre pour quoi faire ? Pour quelles finalités ? Avec quels moyens ? Les militants s'interrogent, et les responsables en premier lieu. Quelles sont en effet, la place, la fonction, l'influence, d'une petite formation politique comme la nôtre ? Dans les années 60, — j'avais alors trente ans — je m'interrogeais déjà : dans les colonnes du regretté quotidien "Combat", sur la raison d'être d'une multitude de groupuscules qui, souvent, réalisaient les mêmes études ou recherches en triple ou quadruple exemplaire.

C'était l'époque bénie, pour notre démocratie, des clubs, des cercles de pensée, des mouvements parasyndicaux qui, par centaines, remettaient en cause partis et syndicats traditionnels, usés par l'exercice du pouvoir. Aussi bien la SFIO que le Parti radical avaient remis leur tablier à de Gaulle, mais le gaullisme lui-même n'était plus ce rassemblement ouvert et novateur qu'il ambitionnait d'être en 1945. Déjà, la France coupée en deux étouffait sous le carcan des certitudes bipolarisantes.

Un projet avorté

Renouveler la vie politique française était alors la préoccupation d'un bon nombre de citoyens, et cette nécessaire évolution passait par deux écoles de pensée : les uns préconisaient, en faveur des grands malades qu'étaient les organisations politiques et syndicales moribondes — M.R.P. compris — le remède du Docteur Bogomoletz : il suffisait d'inoculer à ces organismes usés les cellules fraîches des clubs pour leur rendre une nouvelle jeunesse.

D'autres, dont j'étais, estimaient que le temps était venu de tourner le dos aux anciennes pratiques, de provoquer à partir des courants novateurs un vaste rassemblement à structure confédérale, chacune des organisations membres mettant en commun un secrétariat, un service de relations publiques, une revue, et cherchant à élaborer en permanence, par un travail de groupes, un idéal et un programme en forme de plus petit commun multiple.

Progressivement, le projet de réunion d'une grande convention prenait corps : plus de deux cent clubs et mouvements de tendances diverses, allant de l'aile gauche du M.R.P. au P.S.U., de la Jeune République aux Gaullistes de gauche et autres "orphelins du gaullisme", des socialistes aux radicaux dissidents, apportèrent leur adhésion de principe à cette initiative qui prit naissance à la mi-septembre 1963 à l'Abbaye de Royaumont.

Au dernier moment toutefois, François Mitterrand et ses amis décidèrent de réunir, le même jour à la même heure, à Saint Honoré des Bains, un "déjeuner des mille" auquel furent conviés quelques centaines d'élus locaux et de proches du Centre d'action institutionnelle né de la fusion de la Ligue pour le combat républicain et du Club des Jacobins, animé par Charles Hernu.

Orphelin de l'UDSR, François Mitterrand, qui, du reste, n'avait pas été convié personnellement à la convention de Royaumont, lançait ainsi le mouvement qui, de concentration en concentration, devait aboutir à la construction du Parti socialiste, mais, du même coup, provoquait et consacrait l'échec d'une expérience originale dans l'histoire politique de notre pays : susciter l'aménagement d'une force politique aux structures suffisamment souples et vivantes qu'elle devait permettre à ses adhérents, moyennant un code de conduite, de sauvegarder leur identité propre tout en recherchant en permanence ce qui les unissait par-delà ce qui pouvait les diviser. Dans les semaines qui ont suivi cette manifestation, des médias proches de M. François Mitterrand ont diffusé des commentaires peu élégants précisant que ce dernier et ses amis n'avaient rien à faire dans une convention animée par des hommes de droite !

Le temps des échéances

L'ironie de l'Histoire veut qu'aujourd'hui, M. François Mitterrand, président de la République, soit confronté, au sein de la majorité qui l'a porté au pouvoir, au même dilemme : ou bien répondre aux vœux exprimés par M. Lionel Jospin, pour qui la victoire aux prochaines échéances électorales passe par un renforcement intégriste du Parti socialiste ; ou bien, donner quitus à son premier ministre, M. Laurent Fabius, qui souhaite élargir la majorité actuelle à

des petites formations ou individualités sympathisantes. M. Fabius serait-il pour autant "de droite" ?

M. Mitterrand, quant à lui, n'a pas tranché. Aux uns et aux autres, il a fait une réponse de Normand. Pourtant, à la veille d'une élection décisive pour l'avenir de ce pays, qui risque d'entraîner la victoire des forces les plus conservatrices, voire les plus rétrogrades, le débat demeure ouvert. L'érosion et l'usure des grands partis politiques au pouvoir est une constante de notre histoire. Quels que soient leurs discours et leur praxis, ils se muent en "godillots" du gouvernement qu'ils soutiennent et dont ils subissent, par contre-coup, les aléas de popularité. L'accumulation des échecs amène ces partis à durcir le ton, à dénoncer les "états d'âme", à resserrer les rangs autour d'une tendance dominante. Ceux qui s'inquiètent de l'avenir et crient "casse-cou" sont des renégats.

C'est en prévision de cette échéance tant redoutée et mainte fois dénoncée qu'à la Jeune République, nous avons toujours refusé l'adhésion — qui nous a été proposée — à la F.G.D.S. d'abord, au Parti socialiste ensuite. Les événements nous ont donné raison. Que sont en effet devenus, au sein du P.S., les militants de la J.-R. qui s'y sont fourvoyés avec la volonté de créer en son sein un courant de pensée original ? Ils ont été broyés par l'appareil du parti et n'ont plus voix au chapitre.

En dépit de ses faibles ressources et de ses effectifs... squelettiques, la Jeune République demeure, aujourd'hui plus que jamais, une force de proposition porteuse d'avenir. Si l'on avait bien condescendu, dans les allées ténébreuses du pouvoir, à prêter une oreille attentive aux quinze modestes propositions énoncées depuis une bonne quinzaine d'années et réitérées dans notre édition n° 124 d'octobre 1982, la position de la majorité issue du fol espoir de 1981 serait sans doute tout autre aujourd'hui.

Que ce soit en matière de lutte contre le chômage, de maîtrise de la révolution technologique, de réforme de la fiscalité de droit des entreprises, de rénovation de nos institutions, de régionalisation, voire de défense nationale et de politique extérieure et j'en passe, nos thèses peuvent affronter la comparaison avec les propositions des "grands" partis politiques... à présent dangereusement décrépits.

L'avenir est à nous

Nous sommes de ceux qui, par-delà la grisaille actuelle, croyons en l'avenir de ce pays. Les atouts dont nous disposons sont considérables, pour peu que quelques "sponsors" à la recherche d'un solide placement, sachent prendre le risque d'investir dans notre projet porteur de tant d'espérances !

Isolée, la Jeune République ne peut prétendre avoir un rôle moteur et peser sur

l'événement. Par contre, une possibilité lui est offerte d'apporter sa pierre à un édifice commun, pourvu que l'on respecte son originalité et qu'on lui en accorde les ressources.

Combien sont-ils, ces groupuscules qui, tels la Jeune République, sont soutenus à bouts de bras par une poignée de militants qui, demain, seront portés au pinacle et appelés à assumer le destin de ce pays ? M. Mitterrand devrait se souvenir qu'avant de présider aux destinées de plus grand parti de France, voire même de la France entière, il était l'animateur de l'U.D.S.R. **l'union des socialistes de la résistance**, une petite formation qui avait à peine pignon sur rue. Depuis mai 1981, aussi bien les dirigeants du P.S. que les hommes au pouvoir n'ont réagi à nos appels successifs qu'en termes d'intégration, de mépris ou de rejet. L'ignorance systématique de nos propositions est-elle le symbole d'une réelle démocratie ?

Avant de songer à élargir la majorité actuelle, ne serait-il pas préférable d'en faire l'inventaire et d'en déterrer les trésors cachés ?

Le dialogue, la concertation, sont la condition de la renaissance. La balle est dans le camp de nos puissants partenaires de la majorité, ou de ce qu'il en reste. Sauront-ils la saisir avant qu'il ne soit trop tard ? Car il est bien tard.

Tant va la cruche du pouvoir à l'eau des compromissions, qu'à la fin, elle se casse.

G.-H. B.

DÉLINQUANCE ET LANGAGE : LE MAL DE BABEL

L'esprit de révolte fait-il la grandeur ou la faiblesse de l'homme, "ce Dieu tombé qui se souvient des cieux" et dans sa prison terrestre tantôt insulte Dieu et tantôt se prosterner ? Le feu qu'il a dérobé, le langage qu'il s'est construit l'ont peu à peu dégagé des soumissions animales. Chassé du Paradis il prie, blasphème et pêche : il veut jouir et aimer et il déteste et souffre. Sous l'arbre de la Liberté "l'ange finit, l'homme naquit" (V. HUGO). La bible raconte que les descendants de Caïn voulant délier l'Eternel, entreprirent d'édifier une tour élevée jusqu'aux Cieux. Mais parlant des langues différentes, ils ne purent s'entendre pour mener à son

terme la construction entreprise et se séparèrent en se querellant. Les ruines de la tour ont été découvertes au Moyen-Orient. Et les querelles continuent (à ces incompréhensions s'est opposée la renaissance religieuse de la Pentecôte où le langage des Apôtres était compris de tous).

Le mal de Babel, c'est le mal arabe, le mal italien et le mal français... A Félicien de la Monnaie disant que l'union de ceux qui se comprennent fait leur force, on peut répondre que la désunion de ceux qui ne parlent pas la même langue fait leur faiblesse. Qui ne connaît la réponse de l'esclave Esope à son maître Xantus : la langue est tantôt la meilleure et tantôt la pire des choses ? Cela est vrai pour nous tous (l'on parle de langue de vipère et de chrysostome, de bouche d'or) et tout particulièrement à l'égard des immigrés, des délinquants et des marginaux. D'où l'essai d'alphabétisation des prisonniers étrangers entrepris en France par le C.E.N.E.P.I., en R.F.A. par le Docteur Maria BRAISCH.

Pour les délinquants, le langage constitue parfois le corps du délit : il est ainsi pour l'injure, la diffamation, l'outrage au Président de la République, aux Magistrats, aux personnes chargées d'un service public. Le langage brillant de l'escroc réussit sans violence à la façon du renard flattant le corbeau, à tromper son "pigeon". Il arrive aussi que le prévenu trouble par ses propos inconvenants le déroulement normal de la procédure et soit condamné pour délit d'audience. La violence du langage provoque des coups et blessures dans les incidents de palier, les querelles entre automobilistes se dépassant ou rangeant leurs voitures, les disputes familiales, les ruptures dans le travail ou dans l'amour. La menace écrite ou avec ordres ou conditions, la dénonciation calomnieuse constituent des infractions sévèrement punies.

Parfois c'est la maladresse, la timidité, l'impulsivité, la colère qui, sans constituer des délits, mettent le délinquant en mauvaise position devant ses juges. Il en est de même lors des réticences pudiques et des silences obstinés interprétés comme indice d'une attitude d'opposition ou de dissimulation. De même aussi, les refus orgueilleusement énoncés de régler les pensions alimentaires ou de présenter les enfants aux droits de visites. Et le souci déraisonnable de se faire passer pour riche lorsqu'on est pauvre afin de caresser l'illusion d'une meilleure considération. Ce mauvais calcul et ce langage maladroit ne manquent pas de déboucher sur le prononcé d'amendes d'un taux plus élevé. Les révoltes bruyantes dans les prisons (parfois suicidaires comme récemment à Fleury-Mérogis) loin de contribuer à l'amélioration des conditions d'incarcération des détenus, retardent au contraire la progression de réformes favorables.

(suite page 4)

(suite de la page 3)

La mauvaise communication ne résulte pas toujours du langage parlé. Il existe une sémantique du signe. Celui-ci peut être insolent, voire provocant, par exemple un "bras d'honneur" ou un pied de nez. Parfois un ricanement, une moue, un silence moqueur. Le Docteur Vanier, cité par Pierre BOUR dans "les racines de l'homme" a souligné la puissance communicative du silence qui tantôt consent, tantôt dénie. On connaît le beau vers de Lamartine sur le geste d'une main mourante"... mais le prêtre entendit son silence".

A côté des maladroites du langage des délinquants, il faut mentionner celles de ses amis pour subjugué ou intimider les juges. On évoque souvent le souci de préserver l'indépendance de la Justice à l'égard des pressions du Pouvoir. Soucions-nous aussi de la préserver des pressions de la rue. Les criaileries, les slogans, les chants, les menaces sous les fenêtres des Palais de Justice apportent trop souvent un poids contraire sur les balances de Thémis.

En dehors du domaine de la délinquance, le langage peut poser bien des dégâts. C'est la petite dénonciation méchante à l'école maternelle "le mouchardage" contre un camarade jaloux chez les adultes, c'est la médisance et plus encore la calomnie qui chemine subrepticement et prend une ampleur que n'aurait tout de même pas voulue ceux qui l'on lancée. Le Barbier de Séville a illustré ce diabolique crescendo. Voltaire ne disait-il pas : "calomniez, il en restera toujours quelque chose même à l'égard des plus stoïques", disant avec Guizot : "accumulez injures sur injures, calomnies sur calomnies, vous n'arriverez jamais jusqu'à la hauteur de mon mépris". C'est en fait le mépris qui pèse sur cette autre forme de communication malsaine qu'est la lettre anonyme. Ce sont souvent des ragots colportés de bouche à oreille qui ont été à la base des manifestations d'antisémitisme ou de xénophobie. L'incompréhension a beaucoup pesé aussi dans les rapports internationaux. Les seuls vaincus sont accusés des crimes de guerre et une mauvaise interprétation ou traduction a pu provoquer de sanglants conflits : pensons à la dépêche d'EMS ainsi qu'aux accusations d'espionnage tramées contre l'innocent Capitaine Alfred DREYFUS.

Les campagnes de presse nourries d'accusations portées à la légère ont provoqué de lamentables suicides : un Ministre faussement accusé d'insoumission, un grand patron de la médecine, Gustave ROUSSY, qui se voyait faussement reprocher l'insuffisance d'une déclaration de revenus et il suffit de faire appel à nos souvenirs pour allonger singulièrement la liste.

Si nous revenons au Palais de Justice, nous nous apercevons que la langue

peut être aussi la meilleure des choses. Écoutons la plaidoirie d'un avocat consciencieux énumérant les bonnes actions et les mérites de son client pour compenser sa faute, fournissant des certificats de travail, des certificats de moralité et proposant au Tribunal, dans un langage chaleureux, la renonciation à la prison ou à l'amende toutes deux néfastes à la réinsertion. C'est grâce à des avocats attentifs que la prison est évitée lors de l'information par le moyen du contrôle judiciaire et lors du jugement par le moyen de la mise à l'épreuve. La conversation bienveillante nous la trouvons parfois aussi au Commissariat de Police lorsque le Commissaire prend soin de rechercher et de relever toutes les adresses où le délinquant pourra être convoqué pour lui éviter la sévérité des décisions par défaut, et pire encore par itératif défaut, lorsqu'il prend soin de rappeler tous les emplois antérieurs de l'intéressé, joint ou recherche des attestations favorables d'anciens employeurs et fait état des difficultés particulières d'ordre familial, professionnel, locatif que pourrait entraîner l'incarcération. On trouve aussi ce langage de bienveillance chez le parquetier qui se limite à admonester au lieu de poursuivre, qui utilise son téléphone pour aider le délinquant à trouver un emploi et garde l'affaire sous le coude jusqu'au moment où ayant travaillé pendant un certain temps, le justiciable pourra, après effort de dédommagement, voir son affaire classée sans suite ou, si la poursuite s'impose, se terminer par une dispense de peine. Cette bienveillance du langage se retrouvera aussi chez le Président interrogeant avec discrétion au lieu d'interpeller avec morgue, chez le prévenu acceptant de dire la vérité et promettant de se mieux conduire, chez le Ministre Public ne requérant pas seulement à charge mais aussi à décharge et faisant lui-même ressortir les éléments favorables de la cause.

Elle se retrouve aussi parfois et un peu plus souvent chez un juge social chargé de l'application des peines qui reçoit, dans son bureau, le condamné effrayé et tremblant. Au lieu de le menacer de l'épée de Damoclès, il lui demande tout simplement quels sont ses problèmes et propose d'essayer de les résoudre ensemble. La confiance qu'il lui inspire alors est riche d'avenir. Dans le langage judiciaire le délinquant mérite d'être respecté, sinon sa stigmatisation contribuera à sa désadaptation progressive et s'opposera à son éventuelle réadaptation. Il faut proscrire avec rigueur, du côté du Ministère public, aussi hélas ! du Président, des rires et des termes de mépris qui sont du pire effet, même s'ils amusent la salle et les spectateurs de ce théâtre gratuit où se déroulent de vrais drames.

Sont à proscrire aussi des expressions comme "femme X." ou "c'est terminé, vous n'avez plus la parole, déga-

gez la piste" ou "taisez-vous, les questions c'est moi qui les pose!". Au bas de l'estrade, le prévenu qui attendait un réconfort se hérisse alors comme le taureau dans l'arène de la corrida.

Les notes d'audience griffonnées par un greffier, dont la fatigue émousse l'attention, ne peuvent rendre compte de la physionomie de l'audience. Une bande magnétique qui l'enregistrerait du début à la fin faciliterait le contrôle par la Cour d'Appel et économiserait le rappel des témoins. Bien moins encombrante que les dossiers, elle serait conservée avec eux. Ce procédé contribuerait à une meilleure tenue du langage de chacun.

La publicité par la présence du public, qui se veut garantie de bonne justice, constitue en réalité une sanction supplémentaire héritée du carcan de l'exposition et de la marque. Elle tend à la honte du comparant qui résiste souvent à s'asseoir sur le "banc d'infamie" où le poussent les huissiers. Cette honte est responsable de bien des défauts et hélas aussi de bien des suicides. Nous avons toujours soutenu (cf. R.D.P. 1951) que le délinquant devait pouvoir renoncer aux garanties, le plus souvent illusoire, de la publicité, pour demander à comparaître, comme dans l'audience des mineurs, en Chambre du Conseil. Face à face devant une table, bien des choses qui ne se disent pas, pourraient se dire, bien des promesses pourraient se faire qui peut-être seraient tenues. Le langage apparaîtrait comme une concertation et non plus comme une confrontation. Nous ne croyons pas en effet davantage à la valeur de la justice d'apparence dans les vastes salles d'audience, qu'à la médecine de cortège dans les dortoirs des hôpitaux. Nous ne souhaitons pas le retour à la procédure accusatoire du passé où le juge se contente d'arbitrer un combat judiciaire toujours gagné par le plus fort, le plus habile et le mieux assisté. Redoutons au Palais le langage qui rampe et qui agresse à la façon du serpent. Quand la vindicte publique succède à la vengeance privée, la langue est celle de Colomba de Mérimée et non d'Antigone de Sophocle.

Notre ami Claude-Roland SOUCHET, tout récemment à Strasbourg, citant les travaux du Professeur V.V. STANCIU, a montré que dans l'infraction il fallait ajouter au rôle du délinquant celui de la victime et celui des circonstances. Une liaison trop facile entre le poids de la faute et le poids de la peine, entre le dommage et la réparation, manque de nuance et peut aboutir à rendre le mal pour le mal et à faire une deuxième victime. Elle n'est pas une solution constructive comme le serait la conciliation verbale arbitraire ou plutôt dirigée par le juge.

La victime amenée à l'audience comme une pièce à conviction ne de-

vrait pas se borner à réclamer le maximum de peine et le maximum de dommages mais, sous la direction du juge de l'application des décisions civiles, convenir du meilleur mode de réparation. L'huissier disparaîtrait alors au bénéfice du conciliateur.

Une civilisation en décadence est une civilisation imprégnée de violence aussi bien du côté des juges que des délinquants. Le style de la parole comme celui de l'écrit est aujourd'hui un encouragement à la violence. La brusquerie du langage puisée dès l'enfance dans les westerns, la phrase hâchée, courte, souvent remplacée par une injection, s'est substituée non seulement à la période de jadis mais aussi aux propositions subordonnées ou coordonnées dans lesquelles la phrase suivait l'idée et parfois même, comme l'a remarqué La Bruyère, la précédait. L'idée force est enterrée avec Alfred Fouillée. Les mots-force disparaissent aussi au profit des mots agressifs. La violence, subsidiaire de la communication, sourd aussi de la pauvreté du langage et de sa conséquence, l'indigence de l'idée. Comment sortir de cette décadence ? En revenant à la simplicité. Celle de l'enfance. Victor Hugo disait "il est si beau l'enfant avec son doux sourire, sa douce bonne foi, sa voix qui veut tout dire" et Jésus "laissez venir à moi les petits enfants". L'évangéliste de Patmos, lumière des chrétiens et de la grande loge, débutait ainsi : "au commencement était le verbe, tout a été fait par lui, et sans lui rien n'a été fait". Le verbe c'est l'architecte de la nature, le chef d'orchestre des nécessaires hasards de l'évolution. Que ce verbe d'échanges, de communications, de réconciliations descende parmi nous. Avant de goûter au fruit de l'arbre de la science, Adam causait aux animaux fraternels du Paradis terrestre comme Saint-François au loup de Gubio et aux oiseaux.

Revenir à cette simplicité, à cette pureté, ce serait se guérir du mal de Babel.

Maurice LEVADE

LA DÉMOCRATIE
EST
L'ORGANISATION
SOCIALE
QUI TEND A PORTER
AU MAXIMUM
LA CONSCIENCE
ET LA RESPONSABILITÉ
CIVIQUE
DE CHACUN

Marc Sangnier

BILLET DU

PRÉSIDENT

par Louis PERRIN

L'INDIVIDUALISME est une plaie de notre temps. Si le personalisme devrait être un moyen de progrès constant pour la personne et toute la Société humaine, l'individualisme est une des raisons de blocage de la personne et de toute la société.

L'individualisme de chacun "Moi, je ne m'occupe pas des autres, ils font ce qu'ils veulent, cela ne me regarde pas".

Combien de détresses individuelles, auraient pu être évitées, sans ce raisonnement de part et d'autre.

L'individualisme de familles : combien de scissions désastreuses au plan matériel, culturel, moral à cause de cela. Combien d'entreprises artisanales, agricoles ou autres qui auraient pu prospérer en association, se désagrègent ou tombent parce que chacun a voulu voler de ses propres ailes.

L'individualisme de villages, de communes où la vie s'éteint parce qu'on ne veut pas se grouper, associer les initiatives, (parce que l'on a un peu plus de bois qu'un autre ou autre chose en sus). Tous les villages en crèvent.

L'individualisme de Sociétés de toutes sortes : individualisme de syndicats, individualisme de Parti, individualisme de Nations. On s'en rend compte dans les difficultés de la construction de l'Europe), individualisme de race, d'Ethnie, de langue ou de dialecte, (on s'en rend compte au Sri-Lanka), ou de religions (Inde, au Liban, en Irlande, etc), individualisme de continents (problèmes de développement Nord, Sud, Est, et Ouest).

Individualisme à tous les niveaux et de toutes catégories, bloque l'évolution à tous points de vue de la personne dans le monde entier.

Cette plaie, ce désastre mondial ne peut se résorber que par un changement d'éducation de l'individu et des corps actifs de toute la société. Nous n'en prenons pas le chemin. Au contraire dans la société actuelle, chacun cherche à se suffire de plus en plus à lui-même. Quand il a du travail et

des revenus, ce n'est pas que négatif, mais c'est dommage que chacun s'isole et se referme de plus en plus sur lui-même. On le constate par exemple à la suite de l'expérience Pagat, qui avait voulu réaliser un énorme rassemblement des chômeurs. Si ce fût un demi-échec, il est bien évident qu'il fallait faire cette expérience et qu'il faudra la renouveler, mais cela montre que les personnes qui dépendent de toute la société pour leurs maigres allocations ne se sont pas solidarisées entre elles pour faire bouger cette société bancal. Heureusement, il y a le tourisme et le négoce qui font avancer un peu les mentalités, mais ce ne sont que des instruments au service du profit. Sans que l'intérêt du profit soit inutile — c'est même le moteur principal de nos sociétés industrialisées — il faudrait faire évoluer les hommes vers la recherche d'autres intérêts moteurs, des intérêts qui valorisent la personne, lui apportent le bonheur et non n'importe quelle escalade de toute société humaine.

Bien que nous n'en soyons pas encore là, espérons que l'utopie du mondialisme se réalisera un jour, que chacun à son niveau, à l'endroit où il est placé, travaillera à cette construction qui devrait être un état d'esprit de chacun. Sans renier notre particularisme, le particularisme de chaque micro société, nous arriverons à un développement harmonieux du monde entier.

Notre maître à penser, Marc SANGNIER, fondateur du parti Jeune République, possédait déjà cet idéal de transformation du monde. En chassant tous les sectarismes et les individualismes, de toutes les organisations, micro-société, régions, nations et continents, il entrevoyait déjà la construction d'un socialisme personnaliste. C'est ce que dans notre modeste parti nous voudrions instaurer dans ce monde qui se détruit par lui-même.

Il ne faut tout de même pas être pessimiste à l'extrême, car à la base, aux plans locaux, bien des expériences se font sur le plan religieux ou autres, des expériences spontanées ou des groupes tout en gardant leur identité, travaillent ensemble dans un même but, et c'est cela, le "sel de la terre et le levain dans la pâte".

Le non alignement : valeur dépassée ou stratégie d'avenir ?

Les 24 et 25 avril 1985 ont été célébrés à Bandung le trentième anniversaire d'une conférence internationale qui, en 1955, marqua les premiers pas d'un mouvement qui fut qualifié, par la suite, de non-aligné. Ils étaient alors vingt quatre : représentants "au sommet" des Etats d'Asie et d'Afrique, auxquels vinrent s'ajouter, par la suite, ceux d'Amérique latine. A Bandung étaient présents les plus éminents chefs d'Etat de l'époque : le Maréchal Tito de Yougoslavie, le Pandit Nehru de l'Inde, le président Soekarno d'Indonésie, Gamal Abdel Nasser, le "Rais", d'Egypte, le président U Nu de Birmanie, avait également répondu "présent", le premier ministre de ce qui était alors la République démocratique du Vietnam, M Pham van Dong.

Mais il y avait là également un autre invité de marque en la personne du prince Norodom Sihanouk. Agé de 32 ans, ce jeune monarque venait tout juste d'abdiquer, le 3 mars 1955 "pour se rapprocher de son peuple" ; quelques jours plus tôt, le 7 février 1955, un référendum populaire lui accordait une majorité écrasante qui sera confirmée aux élections législatives organisées sous contrôle de l'ONU, le 11 septembre suivant. Le Sangkum Reastr Niyum, communauté populaire de large union nationale, était né dans la foulée du référendum.

Acquise deux ans plus tôt, le 9 novembre 1963, l'indépendance du Cambodge consacre l'aboutissement de la Croisade royale pour l'indépendance, lancée le 5 juin 1952 ; le 21 juillet 1954, la première conférence de Genève sur l'Indochine entérine, sur sollicitation pressante du roi Norodom Sihanouk, l'indépendance du Cambodge est alors le terrain privilégié d'une double pression : les troupes Vietminh, naguère en lutte contre l'armée française, occupent les secteurs situés au sud de la province de Battambang et proches de l'ancienne Cochinchine (Sud-

Vietnam) ; en avril 1954 elles s'implanteront dans les provinces de Soung Treng et de Kratié. Elles finiront par évacuer le territoire Khmer, après que Sa Majesté Norodom Sihanouk eût lancé, pour les en déloger, une opération baptisée "Samakki".

Mais un autre danger se profile à l'horizon : en septembre 1954 est créée l'UTASE — l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est — pendant sud-asiatique de l'OTAN. Le gouvernement américain de l'époque propose au Cambodge la protection du "parapluie" de l'UTASE. Le Roi Norodom Sihanouk oppose son refus, en déclarant que "le Cambodge demeurera non-aligné et pratiquera une politique de stricte neutralité".

Dès lors sera définie une ligne politique dont le Prince Norodom Sihanouk ne se départira jamais et qui vaut au Cambodge, de 1955 à 1970, quinze ans de paix et de dignité nationale : neutralité active, indépendance garanties par les grandes puissances présentes à Genève ; mais cette option délibérée n'est possible que grâce à un large consensus interne, une union nationale sans faille qui permet de promouvoir, à l'intérieur, l'édification de l'économie selon le slogan : "le Cambodge s'aide lui-même".

Cinq principes

A Bandung, le jeune président du Sangkum peut se présenter comme le champion d'une indépendance réussie dans la neutralité, et cela lui vaut la considération d'un Chou En lai (le Premier ministre chinois), d'un Nehru (le Premier ministre de l'Inde) qui, par la suite, lui apporteront leur soutien.

Cette neutralité concrète et vécue "sur le terrain" et dont le Prince Norodom Sihanouk s'est toujours gardé

de faire un dogme universel, sera officiellement proclamée le 12 janvier 1957 : "le Royaume du Cambodge est un pays neutre. Il s'abstient de toute alliance militaire ou idéologique avec les pays étrangers. Il n'entreprendra aucune agression contre un autre pays étranger". Une loi constitutionnelle, adoptée à l'unanimité par le IV^e congrès national, sanctionne ces dispositions, réitérées par le Prince Norodom Sihanouk à la tribune de l'ONU le 24 septembre 1958.

Lorsqu'à Belgrade, en 1960, se réunit la première conférence des pays non-alignés, le Cambodge de Norodom Sihanouk apparaît comme l'un des meilleurs artisans des cinq principes de la coexistence pacifique : respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale ; non-agression ; non-ingérence réciproque ; avantages mutuels ; coexistence pacifique. "C'était l'époque, écrira plus tard le Prince Sihanouk, où le non-alignement représentait, pour bien des nations, un espoir de justice et de liberté. Si certains d'entre nous penchaient nettement à gauche, aucun n'était la créature d'un bloc. Nous nous efforcions réellement de nous tenir à l'écart de tous les impérialismes. Nous pensions — et ce fut vrai un temps — que notre union nous permettrait de résister aux formidables pressions des deux "supergrands" qui cherchaient chacun, dans un parfait mépris de notre souveraineté et de nos aspirations, à dominer ceux qui refusaient de choisir entre eux".

Pourquoi faut-il que ces nobles principes, nés du mouvement de décolonisation et qui affirment une volonté unanime de tenir la balance égale entre les blocs, soient transgressés par ceux-là mêmes qui en sont les principaux promoteurs ?

Coup mortel

En se déclarant mutuellement la guerre en 1962, l'Inde et la Chine

(suite page 7)

(suite de la page 6)

portent un coup mortel à cet idéal. Le différend qui oppose alors la Chine et l'URSS n'est sans doute pas étranger à cette évolution.

Et pourtant, en dépit de tous les complots, les tentatives d'assassinat et de subversion interne, le Cambodge de Norodom Sihanouk parvient, jusqu'en 1970, à maintenir le cap de l'indépendance et de la neutralité. Jusqu'au jour où le conflit du Vietnam finit par déborder en territoire Khmer.

Le gouvernement américain de l'époque pense pouvoir gagner la guerre du Vietnam en prenant à revers l'armée du général Giap, à travers le Laos et le Cambodge. Plusieurs mois après la signature à Paris, le 27 janvier 1973, des accords américano-vietnamiens les Etats-Unis s'acharneront à poursuivre leurs bombardements et à accroître leurs opérations militaires à l'intérieur du Cambodge, on sait de quelle manière tout cela s'est terminé...

Mais cette stratégie américaine d'extension de la guerre aurait vite atteint ses limites si, d'une part, les va-t-en guerre de Washington n'avaient trouvé des complicités au sein même de l'intelligentsia Khmère et si, d'autre part, la solidarité entre pays non-alignés née à Bandung et confirmée à Belgrade, avait fonctionné à plein.

Les Américains partis la bannière étoilée sous le bras, le Cambodge s'est mué en champ clos de deux influences contradictoires au sein du camp socialiste : la pro-chinoise et la pro-soviétique. Progressivement, la tendance khmère rouge, qui a trouvé sa consécration grâce à la folle mais irresponsable équipée des Etats-Unis d'Amérique, s'est scindée en deux factions rivales : l'une pro-chinoise, l'autre pro-soviétique, par Vietnam interposé.

Nouvelle tactique

Regroupés derrière M. Son Sann, les nostalgiques de l'éphémère République khmère, aussi bien que les partisans de M. Pol Pot, voire les Khmers Vietminhs (pro-vietnamiens), peuvent mesurer à présent l'ampleur du désastre entraîné par leurs desseins respectifs. Ils ont accompli ce que leurs "gourous" attendaient d'eux. Mais à quel prix ?

Les uns et les autres affichaient pourtant les mêmes objectifs : construire un Cambodge plus puissant, qui s'étendrait de la pointe de Camau — au Sud-Vietnam — aux portes de Bangkok. On voit aujourd'hui le résultat : le Cambodge, en ruines, est occupé par le Vietnam. Echéance fa-

tale que les rois khmers surent sagement éluder... depuis 1863 !

Aujourd'hui, la guerre a pris une dimension telle, qu'elle met aux prises directement Thaïlandais et Vietnamiens. Le rôle de tampon joué fort commodément par les forces khmères de résistance appartient désormais au passé. Cette évolution impose une nouvelle tactique de mouvement, avec des actions de guérilla menées en profondeur.

Mais la guerre à outrance est-elle vraiment la solution ? N'a-t-elle pas trouvé ses limites après tant d'horreurs ? Qu'espère encore le Vietnam après avoir éliminé les bases khmères rouges et du FNLPK ? Et surtout en s'attaquant à la résistance sihanoukiste, jusqu'alors judicieusement épargnées ?

L'ironie du sort veut qu'au moment où l'on célèbre le trentième anniversaire de la conférence de Bandung, le Vietnam, hier encore peuple opprimé, victime de l'impérialisme d'une superpuissance, fait figure, aux yeux de l'opinion internationale, d'agresseur, voire de colonisateur.

La position internationale du Prince Norodom Sihanouk s'est, par contre singulièrement renforcée : les 109 nations représentées à l'Assemblée générale de l'ONU, qui ont voté en faveur d'un Kampuchea indépendant, ont, en réalité, donné quitus à son



FAITES ABONNER VOS AMIS A JEUNE - RÉPUBLIQUE

NOM et adresse (+ n° du département)

.....
.....
.....
.....

Retournez donc DÈS AUJOURD'HUI ce bulletin-réponse à JEUNE-RÉPUBLIQUE, Villa n° 6, 9, Bd Jean Mermoz - 92200 NEUILLY (Hts-de-Seine) - accompagné du versement correspondant au C.C.P. : PARIS 20.896-71 :

NOM et adresse (+ n° du département)

.....
.....
.....
.....

Vous lisez JEUNE-RÉPUBLIQUE. Vous voulez nous aider à le diffuser. Nous vous remercions de bien vouloir noter ci-dessous l'adresse des personnes de votre connaissance auxquelles nous adresserons JEUNE-RÉPUBLIQUE.

NOM et adresse (+ n° du département)

.....
.....
.....
.....

Président, pour qu'il poursuive le but qu'il ne cesse d'énoncer depuis de nombreuses années : obtenir la libération de son pays des troupes étrangères qui l'occupent, promouvoir ensuite l'organisation d'élections aussi libres que possible sous contrôle international, rebâtir un Cambodge moderne sur la base de la neutralité et de la réciprocité.

Quant à ceux qui reprochent au prince Sihanouk son alliance avec les partisans de Pol Pot ou de Son Sann, ils feraient bien de faire leur

examen de conscience : qui, dans l'évolution malheureuse de l'affaire cambodgienne, n'a pas, directement ou indirectement, les mains tachées de sang ? Où sont les véritables tireurs de ficelles ?

Le sihanoukisme, c'est avant tout une volonté de rassemblement autour d'une certaine idée de la patrie cambodgienne ; peu importe la couleur politique ou idéologique des uns et des autres ; l'essentiel, c'est qu'ils acceptent d'œuvrer dans le même sens, qui se confond tout

simplement avec la survie d'un peuple de six millions d'habitants, écartelé entre les influences contradictoires de cinquante cinq millions de vietnamiens, de soixante millions de Thais, voire d'un milliard de Chinois.

La sagesse voudrait que, pour bâtir un avenir fiable, on en revienne à la case départ...

Gérard-Henri Brissé

POUR
UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
ET
DÉMOCRATIQUE
AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature